

SA Median Technologies

États financiers intermédiaires
résumés
30 Juin 2015



MEDIAN

Etat résumé de la situation financière consolidée

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014*
Immobilisations incorporelles	3.1	64	12	13
Immobilisations corporelles	3.2	129	107	94
Actifs financiers non courants		72	58	71
Total des Actifs non courants		266	176	178
Stocks		3	12	6
Créances clients et autres créances	3.3	1 387	355	670
Actifs financiers courants	3.4	55	54	58
Autres actifs courants	3.5	1 667	655	1 125
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	12 720	1 093	15 718
Total des Actifs courants		15 832	2 169	17 577
TOTAL DE L'ACTIF		16 097	2 345	17 755
Capital	3.7	413	302	413
Primes liées au capital	3.7	47 655	29 413	47 630
Réserves consolidées		-35 951	-31 662	-31 539
Ecart de conversion		-9	91	13
Résultat net		-2 475	-2 267	-4 480
Total des Capitaux Propres		9 633	-4 124	12 037
<i>Dont Part du groupe</i>		9 633	-4 124	12 037
Dettes financières à long et moyen terme	3.9	835	1 045	1 074
Engagements envers le personnel	3.8	328	297	334
Passifs d'impôts différés	3.10	448	502	437
Total des Passifs non courants		1 611	1 844	1 845
Dettes financières à court terme	3.9	844	2 597	1 083
Dettes fournisseurs et autres dettes	3.11	3 975	1 995	2 757
Provisions courantes		34	34	34
Total des Passifs courants		4 853	4 625	3 873
TOTAL DU PASSIF		16 097	2 345	17 755

* Les chiffres au 31/12/2014 ont été retraités de l'élément décrit en note 2.5 des comptes consolidés
Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014* (12 mois)
Chiffres d'affaires	3.12	1 436	716	1 541
Autres produits de l'activité		0	0	3
Produits des activités ordinaires		1 436	717	1 544
Achats consommés		-18	-27	-52
Charges de personnel	3.13	-2 632	-1 951	-3 852
Charges externes	3.14	-1 268	-819	-1 971
Taxes		-42	-38	-74
Dotations nettes aux amortissements, dépréciation et provisions		-31	-57	-90
Autres charges d'exploitation		0	-1	-1
Autres produits d'exploitation		3	6	6
Résultat opérationnel		-2 553	-2 170	-4 492
Coût de l'endettement financier net		-12	-38	-61
Autres charges financières		-52	-3	-111
Autres produits financiers		150	14	194
Resultat financier net	3.15	86	-26	22
Charges d'impôt sur le résultat	3.16	-8	-71	-11
Résultat net		-2 475	-2 267	-4 480
Résultat net part du groupe		-2 475	-2 267	-4 480
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultat net part du groupe de base et dilué par action en euros	3.17	-0,30	-0,38	-0,54

* Les chiffres au 31/12/2014 ont été retraités de l'élément décrit en note 2.5 des comptes consolidés
Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés

Etat du résultat Global consolidé (OCI)

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014* (12 mois)
Résultat net		-2 475	-2 267	-4 480
Activités à l'étranger – écart de conversion		-22	-7	-86
Total éléments recyclables		-22	-7	-86
Pertes et gains actuariels sur les régimes à prestations définies		31	-65	-82
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		-10	22	27
Total des éléments non recyclables		21	-44	-55
Résultat global		-2 476	-2 318	-4 621

** Les chiffres au 31/12/2014 ont été retraités de l'élément décrit en note 2.5 des comptes consolidés
Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés*

Variation des capitaux propres consolidés

Capitaux propres du groupe	Note	Capital	Primes liées au capital			Réserves consolidées				Réserves de conversion - Autres éléments du résultat global	Résultat consolidé	Total
			Prime d'émission	BSA	Total primes liées au capital	Actions propres	Réserves consolidées	Autres éléments du résultat global	Total réserves consolidées			
01/01/2014		302	29 333	80	29 413	-79	-26 815	-1	-26 896	98	-4 714	-1 797
Affectation du résultat N-1							-4 714		-4 714		4 714	0
Variation des écarts de conversion									0	-7		-7
Attribution de BSA							9		9			9
Augmentation de capital									0			0
Résultat de la période N									0		-2 267	-2 267
Paievements en actions							63		63			63
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés								-44	-44			-44
Actions propres						-80			-80			-80
30/06/2014		302	29 333	80	29 413	-159	-31 458	-45	-31 662	91	-2 267	-4 124
Augmentation de capital (1)	3.7.1	111	18 217		18 217							18 328
Attribution de BSA									0			0
Variation des écarts de conversion									0	-78		-78
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés									-10			-10
Résultat de la période N									0		-2 213	-2 213
Paievements en actions							129		129			129
Actions propres						5			5			5
31/12/2014*		413	47 550	80	47 630	-154	-31 329	-56	-31 539	13	-4 480	12 037
Affectation du résultat N-1							-4 480		-4 480		4 480	0
Augmentation de capital (2)	3.7.1	0	25		25				0			25
Attribution de BSA									0			0
Variation des écarts de conversion									0	-22		-22
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés								21	21			21
Résultat de la période N									0		-2 475	-2 475
Paievements en actions							51		51			51
Actions propres						-3			-3			-3
30/06/2015		413	47 575	80	47 655	-158	-35 758	-35	-35 951	-9	-2 475	9 633

* Les chiffres au 31/12/2014 ont été retraités de l'élément décrit en note 2.5 des comptes consolidés
Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés

- (1) L'augmentation de capital qui a été réalisée en septembre 2014 comprend 1 000 K€apportés par incorporation de comptes courants d'associés, comme indiqué dans la note 3.9, section compte courant d'associés.
- (2) En juin 2015, la Société a émis 6 000 actions nouvelles de catégorie E suite à l'exercice de 30 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 €par action dont 4,15 €de prime d'émission et 0,05 €de nominal.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014* (12 mois)
RESULTAT NET CONSOLIDÉ	-2 475	-2 267	-4 480
Dotations nettes aux Amortissements et provisions	38	85	125
Plus et moins values de cession	0	-4	-4
Coût de l'endettement financier net	13	34	54
Autres produits et charges calculés	347	35	449
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	8	71	10
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-2 070	-2 046	-3 847
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-345	878	387
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 415	-1 168	-3 460
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations incorporelles	-58		-6
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations corporelles	-59	-27	-42
Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		6	6
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations financières	-9	-82	-15
Encaissement sur cession d'immobilisations financières	3	79	75
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-122	-25	16
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports	25		17 328
Apport en comptes courants		500	500
Remboursement d'emprunts	-486	-309	-762
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-461	191	17 066
VARIATION DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-2 998	-1 002	13 623
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	15 718	2 095	2 095
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	12 720	1 093	15 718

* Les chiffres au 31/12/2014 ont été retraités de l'élément décrit en note 2.5 des comptes consolidés
Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES
(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en milliers d'€)

Sommaire

1	Présentation de l'activité et des faits majeurs	9
1.1	Information relative à la Société et à son activité	9
1.2	Faits majeurs sur le premier semestre 2015	9
2	Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues	10
2.1	Principes de préparation des états financiers intermédiaires résumés	10
2.2	Principales méthodes comptables	10
2.3	Utilisation de jugements et d'estimations	11
2.4	Périmètre de consolidation	11
2.5	Retraitement du compte de résultat, du résultat global, du tableau de flux de trésorerie, de l'état de la situation financière et de la variation des capitaux propres au 31 décembre 2014	11
3	Compléments d'information relatifs à certaines rubriques du bilan et du compte de résultat	12
3.1	Immobilisations incorporelles	12
3.2	Immobilisations corporelles	12
3.3	Créances clients et autres créances	13
3.4	Actifs financiers courants	13
3.5	Autres actifs courants	14
3.6	Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
3.7	Capitaux propres	14
3.7.1	Capital et primes d'émission	14
3.7.2	Actions propres	15
3.7.3	Options de souscriptions d'actions	16
3.8	Engagements envers le personnel	17
3.8.1	Retraites à prestations définies	17
3.8.2	Retraites à cotisations définies	18
3.9	Dettes financières long et court terme	18
3.10	Impôts différés	21
3.11	Dettes fournisseurs et autres dettes	22
3.12	Chiffre d'affaires	23
3.13	Charges du personnel	23

3.13.1	Paiements fondés sur des actions	24
3.13.2	Programme de Stock-options	24
3.14	Charges externes	26
3.15	Résultat financier	26
3.16	Impôt sur le résultat	27
3.17	Résultat par action	27
3.18	Engagements hors bilan et autres passifs éventuels	27
3.18.1	Locations	27
3.18.2	Actifs et passifs éventuels	28
3.19	Opérations avec des parties liées	28
3.20	Dividendes	29
3.21	Événements postérieurs à la clôture	29

1 Présentation de l'activité et des faits majeurs

1.1 Information relative à la Société et à son activité

MEDIAN Technologies (« la Société ») est une société anonyme à conseil d'administration créée en 2002 et domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis Les Deux Arcs - 1800 route des Crêtes – 06560 Valbonne.

Les principaux domaines d'activité de la Société et de sa filiale (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») sont l'édition de logiciels et la fourniture de services dans le domaine de l'imagerie médicale en oncologie. Le Groupe développe et commercialise des solutions logicielles et propose des services optimisant l'exploitation des images médicales pour le diagnostic et le suivi des patients atteints de cancers.

La Société est cotée sur le marché d'Alternext à Paris depuis 2011.

1.2 Faits majeurs sur le premier semestre 2015

Fin Juin 2015, la Société a émis 6 000 actions nouvelles de catégorie E, suite à l'exercice de 30 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission soit un total de 25 200 € dont 300 € de Capital et 24 900 € de prime d'émission.

2 Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

2.1 Principes de préparation des états financiers intermédiaires résumés

Les comptes consolidés du Groupe sont établis, de manière volontaire, en conformité avec le référentiel "IFRS" (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne : (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

L'euro a été retenu comme monnaie de présentation du Groupe. Sauf indication contraire, les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'euros, toutes les valeurs étant arrondies aux milliers le plus proche.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2015.

2.2 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans les états financiers consolidés en "IFRS" de l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2015:

Principales normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015

- IFRIC 21, *Taxes* ;

Cette interprétation n'a pas d'incidence significative sur les états financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2015.

Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2015 au sein de l'Union Européenne

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les états financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2015 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

- IFRS 9, *Instruments financiers*.
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ;

L'impact de ces normes et amendements sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

2.3 Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les états financiers intermédiaires, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été effectués par le Groupe ; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers intermédiaires et les montants présentés au titre des produits et des charges.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

2.4 Périmètre de consolidation

Il n'y a eu aucun mouvement significatif de périmètre au cours du premier semestre 2015.

2.5 Retraitement du compte de résultat, du résultat global, du tableau de flux de trésorerie, de l'état de la situation financière et de la variation des capitaux propres au 31 décembre 2014

Le remboursement de l'avance qu'a consentie MEDIAN S.A. à sa filiale américaine MEDIAN INC n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et constitue donc en substance une part de l'investissement net de l'entité dans cette activité à l'étranger. L'écart de change, gain ou perte, constaté dans les comptes individuels de la filiale MEDIAN INC, lorsqu'elle convertit l'avance dans sa monnaie fonctionnelle (USD), doit être traité selon les principes de la norme IAS 21 (IAS 21.32) et doit être reclassé dans les autres éléments du résultat global (OCI) sur la ligne écart de conversion.

Le Groupe a donc procédé à un retraitement des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (y compris le bilan d'ouverture au 1er janvier 2014) comme si ce traitement comptable avait été adopté depuis la date de transition aux IFRS (1er janvier 2013).

Sur les capitaux propres de l'exercice clos le 31 décembre 2014, l'incidence de cette correction liée aux effets de change se présente comme suit :

<i>Capitaux propres du groupe</i>	<i>Capital, primes liées au capital et réserves consolidées</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Résultat net</i>	<i>Total des capitaux propres</i>
01/01/2014 publié	2 819	255	-4 870	-1 797
Retraitement	0	-157	157	0
01/01/2014 retraité	2 819	98	-4 714	-1 797
31/12/2014 publié	16 348	-280	-4 031	12 037
Retraitements	157	293	-449	0
31/12/2014 retraité	16 504	13	-4 480	12 037

Sur le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2014, l'incidence de cette correction liée aux effets de change est une diminution du poste « autres produits financiers » et du résultat net de 449 K€ par rapport aux données financières publiées en IFRS.

3 Compléments d'information relatifs à certaines rubriques du bilan et du compte de résultat

3.1 Immobilisations incorporelles

	30/06/2015			31/12/2014			30/06/2014
	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Net
Brevets, licences, marques	797	-732	64	739	-726	13	12
Autres immobilisations incorporelles	5	-5	0	4	-4	0	0
Total consolidé	801	-737	64	743	-730	13	12

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de licences de logiciels acquis.

Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

	30/06/2015			31/12/2014			30/06/2014
	Valeur brute	Dépréciations et amortissements	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciations et amortissements	Valeur nette	Valeur nette
Solde à l'ouverture	743	-730	13	736	-713	23	23
Acquisitions	58		58	6		6	0
Cessions, mises au rebut			0			0	0
Variation des dépréciations et amortissements		-6	-6		-16	-16	-11
Effets des variations de change	0	0	0	0	0	0	0
Solde à la clôture	801	-737	64	743	-730	13	12

3.2 Immobilisations corporelles

	30/06/2015			31/12/2014			30/06/2014
	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Net
Constructions - Agencements	58	-38	19	58	-35	22	25
Autres immobilisations corporelles et en-cours	564	-455	109	502	-430	72	81
Total consolidé	622	-493	129	560	-465	94	107

Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

	30/06/2015			31/12/2014			30/06/2014
	Valeur brute	Dépréciations et amortissements	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciations et amortissements	Valeur nette	Valeur nette
Solde à l'ouverture	560	-465	94	519	-392	127	127
Acquisitions	59		59	42		42	27
Cessions, mises au rebut	0		0	-5	4	-1	-1
Variation des dépréciations et amortissements	0	-25	-25		-74	-74	-46
Effets des variations de change	3	-3	1	4	-3	1	0
Solde à la clôture	622	-493	129	560	-466	94	107

3.3 Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances s'analysent comme suit :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Clients	1 163	284	273
Autres créances	224	71	397
Total consolidé	1 387	355	670

La juste valeur des créances clients et autres créances est équivalente à la valeur comptable, compte tenu de leur échéance inférieure à un an.

L'augmentation des créances clients au 30 juin 2015, par rapport au solde des créances clients au 31 décembre 2014, s'explique principalement par l'augmentation du volume d'activité sur le premier semestre 2015 et l'augmentation du volume de facturation.

Aucun risque de non-paiement de ces créances clients n'a été identifié au 30 juin 2015. Il n'existe pas de provision pour dépréciation des créances clients.

Les autres créances au 30 juin 2015 correspondent principalement à de la taxe sur la valeur ajoutée déductible.

L'échéancier des créances clients au 30 juin 2015 se présente ainsi :

	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	+ de 90 jours
Au 30 juin 2015	1 163	399	146	580	9	29

L'échéancier des créances clients au 31 décembre 2014 se présente ainsi :

	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	+ de 90 jours
Au 31 décembre 2014	273	160	70	24	14	5

3.4 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'analysent comme suit :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Espèces mobilisées dans le cadre du contrat de liquidité	55	54	58
Total consolidé	55	54	58

Le Groupe a mis en place un contrat de liquidité lors de son introduction en bourse pour un montant maximum de 250 K€ Ce contrat permet la régulation du cours de bourse. Ces espèces mobilisées sont immédiatement disponibles en cas de résiliation du contrat du prestataire. Ces espèces ont une échéance à 1 an au plus.

3.5 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Crédit d'impôt recherche	1 481	480	978
Charges constatées d'avance	168	158	130
Divers	17	17	17
Total consolidé	1 667	655	1 125

La créance de crédit d'impôt recherche au 30 juin 2015 correspond :

- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche sur les dépenses du premier semestre 2015 pour un montant de 503 K€
- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche sur les dépenses de l'exercice 2014 pour un montant de 978 K€ La Société a reçu le versement de cette créance, par le Trésor Public, sur le second semestre 2015.

La créance comptabilisée au 30 juin 2014 correspond au produit de crédit d'impôt recherche sur les dépenses du premier semestre 2014.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création et cette créance fait l'objet d'un remboursement sur la période subséquente par l'administration fiscale.

3.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent comme suit :

<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dépôts bancaires à terme	11 090	0	14 018
Disponibilités	1 630	1 093	1 700
Total consolidé	12 720	1 093	15 718

Au 30 juin 2015, les dépôts bancaires à terme ont une échéance variable. Bien que l'échéance soit supérieure à 3 mois, ils sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

3.7 Capitaux propres

3.7.1 Capital et primes d'émission

Au 30 juin 2015, le capital de la Société est composé de 8 267 092 actions réparties entre 8 256 671 actions ordinaires de 0,05 € de valeur nominale, de 10 420 actions de préférence de catégorie E de 0,05 € de valeur et de 1 action de préférence de catégorie B de 0,05 € de valeur.

L'action de préférence de catégorie B est réservée à un actionnaire investisseur industriel et donne le droit à ce dernier d'être représenté à tout moment par un administrateur au sein du conseil d'administration de la Société. Elle est automatiquement convertie en une action ordinaire si certaines clauses statutaires sont remplies.

Les actions de préférence de catégorie E sont des actions sans droit de vote mais bénéficient des mêmes droits financiers que les actions ordinaires.

Les changements intervenus au cours de l'exercice 2014 et sur le premier semestre 2015 sont les suivants :

en Euros (sauf nombre d'actions)

Date	Opération	Capital	Prime d'émission	Total	Nombre d'actions composant le capital
	Total au 01 janvier 2014	301 723	29 332 756	29 634 479	6 034 450
	Augmentation de capital				
	Frais d'augmentation de capital				
	Augmentation de capital				
	Total au 30 juin 2014	301 723	29 332 756	29 634 479	6 034 450
sept-14	Augmentation de capital	111 111	19 888 887	19 999 998	2 222 222
	Frais d'augmentation de capital		-1 690 140	-1 690 140	
oct-14	Augmentation de capital	221	18 343	18 564	4 420
	Total au 31 décembre 2014	413 055	47 549 846	47 962 901	8 261 092
juin-15	Augmentation de capital	300	24 900	25 200	6 000
	Frais d'augmentation de capital				
	Total au 30 juin 2015	413 355	47 574 746	47 988 101	8 267 092

En septembre 2014, la Société a procédé à une augmentation de capital en numéraire par émission de 2.222.222 actions à bons de souscription d'actions, au prix de souscription de 9 euros (prime d'émission comprise). Le montant total de l'augmentation de capital s'élève à 19 999 998 euros (prime d'émission comprise). Les frais d'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission pour un montant de 1 690 140 €

En octobre 2014, la Société a émis 4 420 actions de préférence suite à l'exercice de 22 100 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission.

En juin 2015, la Société a émis 6 000 actions suite à l'exercice de 30 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission.

3.7.2 Actions propres

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place suite à l'introduction en bourse, la société détient des actions d'autocontrôle et réalise des plus ou moins-values sur la cession et le rachat de ces actions. Ces actions, ainsi que l'effet de la plus et moins-value réalisée sur la cession et le rachat de ces actions propres, sont portées en diminution de réserves consolidées.

Au 30 juin 2014, 19 837 actions ont été annulées en diminution des réserves consolidés pour un montant total de 159 K€

Au 31 décembre 2014, 19 529 actions ont été annulées en diminution des réserves consolidées pour un montant total de 154 K€

Au 30 juin 2015, 20 066 actions ont été annulées en diminution des réserves consolidés pour un montant total de 158 K€

Ces actions propres n'ont pas vocation à être attribuées aux salariés dans le cadre de plan d'attribution d'actions gratuites et n'ont que pour objet la régulation du cours de bourse dans le cadre du contrat de liquidité.

3.7.3 Options de souscriptions d'actions

Utilisant l'autorisation conférée par plusieurs assemblées générales, le conseil d'administration a émis les plans d'options suivants :

Date de l'assemblée générale	Nombre de titres autorisés	Date d'attribution des titres	Nombre de titres attribués	Date limite d'exercice	Nombre d'instruments valides et non exercés au 31/12/2014	Nombre d'instruments annulés / non souscrits sur le premier semestre 2015	Nombre de titres exercés sur le premier semestre 2015	Nombre d'instruments attribués sur le premier semestre 2015	Nombre d'instruments valides et non exercés	Nombre d'actions correspondant	Prix d'exercice par action	Augmentation de capital potentielle (nominal)
BSPCE												
10/03/2009	186 256	20/05/2010	170 000	09/03/2019	120 000	0	0	0	120 000	24 000	6,50	1 200,00
07/12/2009	1 061 309	07/12/2009	1 061 309	06/12/2019	779 329	0	30 000	0	749 329	149 866	4,20	7 493,29
01/04/2011	100 000	01/04/2011	99 950	31/03/2021	79 950	0	0	0	79 950	15 990	6,50	799,50
18/05/2011	200 000	08/06/2011	149 952	17/05/2016	132 452	0	0	0	132 452	132 452	8,05	6 622,60
TOTAL BSPCE	1 547 565		1 481 211		1 111 731	0	30 000		1 081 731	322 308		16 115,39
Stock options												
01/04/2011	100 000	01/04/2011 15/12/2011 05/07/2012	5 000 60 000 34 000	14/12/2018 04/07/2019	0 60 000 31 000	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 60 000 31 000	0 60 000 31 000	0,00 9,00 10,00	0,00 3 000,00 1 550,00
05/04/2012	200 000	05/07/2012 03/10/2013	5 970 10 000	04/07/2019 02/10/2020	5 970 10 000	0 0	0 0	0 0	5 970 10 000	5 970 10 000	10,00 10,60	298,50 500,00
TOTAL Stock options	300 000		114 970		106 970	0	0		106 970	106 970		5 348,50
BSA												
10/03/2009	24 609	10/03/2009	24 609	10/03/2019	24 609	0	0	0	24 609	24 609	6,50	1 230,45
05/04/2012	1 145 196	05/04/2012	1 145 196	31/12/2018	1 145 196	0	0	0	1 145 196	1 145 196	11,875	57 259,80
05/04/2012	1	05/04/2012	ND	31/12/2018	ND	ND	ND	ND	ND	ND	11,875	ND
06/06/2013	60 000	06/06/2013	60 000	31/12/2020	60 000	0	0	0	60 000	60 000	8,04	3 000,00
06/06/2013	20 000	06/06/2013	20 000	31/12/2020	20 000	0	0	0	20 000	20 000	8,04	1 000,00
24/12/2013	117 508	24/12/2013	117 508	31/12/2016	117 508	0	0	0	117 508	117 508	8,51	5 875,40
29/09/2014	2 222 222	30/09/2014	2 222 222	29/09/2021	2 222 222	0	0	0	2 222 222	1 111 111	9,00	55 555,55
TOTAL BSA	3 589 536		3 589 535		3 589 535	0	0	0	3 589 535	2 478 424		123 921

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en note 3.13.1. Les instruments financiers concernés par le paiement fondé sur des actions sont les plans de stock-options et les BSA attribués le 5 avril 2012.

Les BSA du 5 avril 2012 ont été attribués à titre gratuit à un prestataire de service (Quintiles). Ces BSA ont été traités en conformité avec la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». La part de la dette fournisseur de ce prestataire a été reclassée en capitaux propres. Le montant cumulé au 30 juin 2014 reclassé en capitaux propres s'élève à 67 K€, celui reclassé au 31 décembre 2014 s'élève à 167 K€ et celui reclassé au 30 juin 2015 s'élève à 212 K€.

3.8 Engagements envers le personnel

3.8.1 Retraites à prestations définies

Les engagements envers le personnel sont exclusivement composés des avantages postérieurs à l'emploi.

En France, la Société cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en terme de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Cette obligation au titre du régime à prestations définies est provisionnée.

La Société n'a pas d'actif de couverture des régimes à prestations définies.

Les montants constatés au bilan au titre des engagements à prestations définies sont les suivants :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Provisions pour engagements envers le personnel	328	297	334

Variations des engagements provisionnés au bilan

Les variations de ces engagements peuvent s'analyser comme suit :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Provisions à l'ouverture	334	212	212
<i>Coût des services</i>	22	16	32
<i>Coût d'intérêt</i>	3	4	7
Charges de l'exercice	25	20	40
Prestations versées	0	0	0
Ecart actuariels (gains) / pertes	-31	65	82
Provisions à la clôture	328	297	334

Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Taux d'actualisation	2,20%	2,50%	1,80%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%
Taux de revalorisation salariale	2,50%	2,50%	2,50%
Âges de départ en retraite	Compris entre 62 et 67 ans	Compris entre 62 et 67 ans	Compris entre 62 et 67 ans
Taux de charges sociales	46%	46%	46%

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalités futurs sont déterminées sur la base de données provenant de statistiques publiées en France.

Une analyse de sensibilité a été effectuée sur ce régime et sur l'hypothèse clé du taux d'actualisation. Une variation de ce taux appliquée à l'exercice considéré sur ce régime aurait, sur l'engagement brut du Groupe au titre du régime de retraite à prestations définies, l'impact suivant :

Sensibilité au taux d'actualisation (2,20% +/- 0,25%)	
Dette actuarielle au 30/06/2015 à 1,95 %	346
Dette actuarielle au 30/06/2015 à 2,20 %	328
Dette actuarielle au 30/06/2015 à 2,45 %	310
Duration estimée (années)	22

3.8.2 Retraites à cotisations définies

Aux Etats-Unis, la filiale MEDIAN Inc. contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées. Le montant des charges constatées au titre du premier semestre 2015 est non significatif.

3.9 Dettes financières long et court terme

Les dettes financières long et court terme se décomposent ainsi :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dette financière à long terme (Passif non courant)	835	1 045	1 074
Dette financière à court terme (Passif courant)	844	2 597	1 083
Dette financière brute	1 679	3 641	2 157

Les dettes financières long et court terme sont composées principalement des éléments suivants :

Composition des passifs financiers long terme	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Avances OSEO	300	938	500
Prêt sans intérêts Région PACA	0	11	0
Prêt participatif	20	96	58
Avance COFACE	516		516
Dettes financières brute	835	1 045	1 074

Composition des passifs financiers court terme	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Avances OSEO	756	844	875
Prêt sans intérêts Région PACA	11	21	22
Prêt participatif	76	72	75
Avance COFACE		627	111
Compte courant d'associé		1 032	
Dettes financières brute	844	2 597	1 083

✓ **Avances OSEO :**

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation, le Groupe MEDIAN a bénéficié de trois avances remboursables accordées par OSEO en 2009, d'un montant maximum de 2 875 K€ Le solde de ces avances au 30 juin 2015 s'élève à 1 056 K€

Les remboursements sont effectués en fonction d'échéanciers prévus lors de la signature des contrats d'avances pour les projets LESIO I et LESIO II.

Cette avance est consentie à un taux gratuit.

En application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 – « première adoption des IFRS » (la date de transition aux IFRS étant le 1^{er} janvier 2013), ces avances n'ont pas été subdivisées en une partie « subvention » pour la partie correspondante à la rémunération de l'avance obtenue à titre gratuit et une partie « dette financière ».

La partie à moins d'un an de ces avances a été classée en passif financier courant et s'élève au 30 juin 2015 à 756 K€

Le Groupe a remboursé la somme de 318 K€ au cours du premier semestre 2015. Il n'a pas reçu d'autres subventions.

✓ **Prêt participatif**

Un prêt participatif de 350 K€ a été souscrit le 9 août 2011 auprès de Sofired. Il présente les caractéristiques suivantes :

- Le prêt est consenti pour une durée de 5 ans à compter du 11/08/2011 ;
- La somme prêtée porte intérêt au taux de 5% calculé sur le capital restant dû ;
- Le prêt est assorti d'une rémunération indexée sur le résultat de l'entreprise. Elle n'intervient qu'à partir de la 4^{ème} année du prêt et jusqu'au dernier remboursement. Elle n'est effective que dans la mesure où il a été décidé de distribuer des bénéfices au titre de l'exercice.

Au 30 juin 2015, le capital restant dû est de 96 K€ La part à moins d'un an a été classée en passif courant pour un montant de 76 K€

Le Groupe a remboursé la somme de 37 K€ au cours du premier semestre 2015.

✓ **Avance COFACE :**

L'avance COFACE correspond à une avance sur indemnité consentie par la Coface au titre d'un contrat d'assurance prospection signé en mars 2009. Les remboursements s'effectuent, à l'issue de chacune des six années d'amortissement à compter du 01/10/2010, à raison de 14% du chiffre d'affaires export réalisé durant chacune de ces six années dans la zone couverte par le contrat (désormais « tous pays export »).

Cette dette a été classée entièrement à moins d'un an au 30 juin 2014 car cette dette risquait d'être exigible, à cette date, car la condition de maintenir les capitaux propres de la Société supérieurs à 1 200 K€ n'était pas respectée.

Suite à l'amélioration des capitaux propres de la Société sur l'exercice 2014, la partie à plus d'un an de ces avances a été reclassée en passif non courant et s'élève au 30 juin 2015 à 516 K€ La partie à moins d'un an au 30 juin 2015 s'élève à 0 K€

En application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 – « première adoption des IFRS », cette avance n'a pas été subdivisée en une partie « subvention » pour la partie correspondante à la rémunération de l'avance obtenue à titre gratuit et une partie « dette financière ».

Le Groupe a remboursé la somme de 111 K€ au cours du premier semestre 2015.

✓ **Compte courant d'associés**

Le Groupe MEDIAN a bénéficié, fin 2013 et début 2014, de 1 000 K€ relatifs aux conventions de compte courant conclues en décembre 2013 et janvier 2014, avec mise à disposition des fonds jusqu'au 30/06/2014 et assortie de 117 508 BSA 2013.

Ce compte courant d'associé a été converti en capital lors de l'augmentation de capital de septembre 2014.

3.10 Impôts différés

Le passif d'impôt différé s'analyse comme suit :

<i>Origine des impôts différés</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
- des charges temporairement non déductibles	0	0	0
- des déficits fiscaux reportables (2)	893	937	883
- des retraitements de consolidation suivants :			
. Retraites et pensions	109	99	111
. Provision intragroupe (1)	-1 450	-1 540	-1 431
. Autres	1	1	
Total Impôts différés passifs – net (3)	-448	-503	-437

- (1) Un impôt différé passif a été constaté sur la provision comptabilisée dans les comptes sociaux de la Société et qui concerne les avances consenties par la Société à sa filiale. La provision sur ces avances a été déduite fiscalement dans les comptes sociaux. Ces avances s'élèvent à 4 355 K€ au 30 juin 2015 (4 300 K€ au 31 décembre 2014).
- (2) En France, l'imputation des déficits reportables est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice, cette limitation est applicable à la fraction des bénéfices qui excède 1 million d'euros. Au 30 juin 2015, un impôt différé actif sur déficits reportables de 893 K€ (883 K€ au 31 décembre 2014 et 937 K€ au 30 juin 2014) a été constaté sur les impôts différés passifs en tenant compte de la législation fiscale française. Le Groupe n'a pas activé l'intégralité des déficits fiscaux indéfiniment reportables en France. Le solde de ces déficits fiscaux non activés s'élève au 30 juin 2015 à un montant de 43 787 K€ (43 815 K€ au 31 décembre 2014).
- (3) Les actifs et passifs d'impôts différés étant constatés sur la Société uniquement, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés.

Les variations d'impôts différés sont composées de la manière suivante :

Impôts différés passifs - nets	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
<i>A l'ouverture</i>	-437	-455	-455
Charge d'impôt différé au compte de résultat	-1	-71	-10
Charge d'impôt différé dans les autres éléments du résultat global	-10	22	28
<i>A la clôture</i>	-448	-503	-437

Les impôts différés sur le résultat et sur le résultat global (OCI) sont composés de la manière suivante :

	30/06/2015		30/06/2014		31/12/2014	
	Résultat net	OCI	Résultat net	OCI	Résultat net	OCI
- des charges temporairement non déductibles			-1		-1	
- des déficits fiscaux reportables	9		77		23	
- des retraitements de consolidation suivants :						
. Retraites et pensions	8	-10	7	22	13	27
. Provision intragroupe	-18		-155		-47	
. Divers	0		1		1	
Total consolidé	-1	-10	-71	22	-10	27

3.11 Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont des passifs enregistrés au coût amorti.

La répartition par nature est la suivante :

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dettes Fournisseurs	513	260	448
Dettes fiscales	83	16	219
Dettes sociales (1)	1 369	953	989
Avances et acomptes reçus sur commandes	70	61	64
Produits constatés d'avance (2)	1 940	705	1 037
Total consolidé	3 975	1 995	2 757

L'intégralité des dettes fournisseurs et les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

- (1) Les dettes sociales concernent les salaires, charges sociales et provisions pour congés payés.
- (2) Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des prestations de services (sur les essais cliniques) facturées par avance. Le revenu est reconnu lorsque le service a été rendu. La hausse des produits constatés d'avance au 30 juin 2015, de 903 K€, par rapport au 31 décembre 2014, s'explique par l'augmentation du volume de l'activité facturée sur le premier semestre 2015 dont le service n'a pas été encore rendu. Ces prestations de service sont essentiellement facturées à des entreprises pharmaceutiques mais dont l'exécution des travaux interviendra après le 30 juin 2015. L'échéance d'exécution de ces services est inférieure à un an.

3.12 Chiffre d'affaires

Chiffres d'affaires par zone géographique et par nature de produits

	30/06/2015 (6 mois)			30/06/2014 (6 mois)			31/12/2014 (12 mois)		
	France	Export	Total	France	Export	Total	France	Export	Total
Prestations de services	155	1 275	1 430	149	444	593	245	1 040	1 285
Ventes de Licences	1	0	1	22	85	107	116	119	235
Ventes de marchandises	5	0	5	3	14	17	7	14	21
Chiffre d'affaires par zone géographique	161	1 275	1 436	174	542	716	368	1 173	1 541

Les zones géographiques sont réparties par destination.

A ce jour, aucun laboratoire ne représente à lui seul une part du chiffre d'affaires significative et récurrente.

Le chiffre d'affaires du Groupe lors du premier semestre 2015 s'élève à 1 436 K€ contre 716 K€ sur le premier semestre précédent, soit une augmentation de 101 %. Ce décollage sur le 1er semestre 2015, vient valider les objectifs de la direction, grâce à la poursuite des contrats en cours et au démarrage de contrats signés en fin d'année dernière et en début d'année 2015, avec les groupes pharmaceutiques dans le cadre d'essais cliniques.

3.13 Charges du personnel

Le détail des charges du personnel s'analyse comme suit :

Charges du personnel	Note	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Salaires		2 229	1 716	3 426
Charges sociales		879	671	1 315
Crédit d'impôt recherche	3.5	-504	-480	-978
Paiements en actions	3.13.1	7	28	56
Avantages envers le personnel	3.8.1	22	16	32
Total Charges du personnel		2 632	1 951	3 852
Effectif moyen		49	47	47

Le crédit d'impôt recherche correspond à une subvention octroyée par l'état en fonction des charges engagées dans le cadre d'effort de recherches et de développement. Les charges engagées par le Groupe dans ce domaine et éligibles au crédit d'impôt recherche correspondent essentiellement à des charges du personnel, ce qui explique l'imputation du crédit d'impôt recherche sur les charges du personnel.

Les dépenses de Recherche & Développement éligibles au crédit d'impôt recherche s'établissent à 1 364 K€ sur le premier semestre 2015, contre 1 401 K€ sur le premier semestre 2014.

3.13.1 Paiements fondés sur des actions

Au 30 juin 2015, les accords de paiements fondés sur des actions au sein du Groupe et toujours en cours sont les suivants :

- les programmes de stock-options ;
- les BSA attribués au prestataire de service Quintiles ; et
- les BSPCE.

Ces accords sont tous réglés en instruments de capitaux propres du Groupe.

L'impact des BSA attribués à Quintiles, comme indiqué en note 3.7.3, est comptabilisé en charges externes, dans le poste « Intermédiaires et honoraires » tel que présenté dans la note 3.14. L'impact de la charge Quintiles s'élève à 44 K€ pour le premier semestre 2015, contre 36 K€ sur le premier semestre 2014.

Les BSPCE étant attribuées bien avant la date de transition aux IFRS (1^{er} janvier 2013), l'attribution de ces derniers n'a pas eu d'impact sur les résultats 2014 et 2015.

La charge résiduelle correspond principalement aux programmes de Stock-options comme décrit dans la note 3.13.2 ci-dessous.

3.13.2 Programme de Stock-options

Au 1^{er} avril 2011 et au 5 avril 2012, le Groupe a mis en place des programmes d'options sur actions qui donnent droit aux principaux dirigeants et salariés de l'entreprise d'acquérir des actions de la Société. Ces deux assemblées générales ont délégué au conseil d'administration la possibilité d'attribuer aux dirigeants et salariés du Groupe MEDIAN un nombre maximum de 300 000 options.

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

N° de plan	Date d'attribution	Personnel concerné	Nombre d'options	Conditions d'acquisition des droits	Vie contractuelle des options
Plan n° 1	15/12/2011	Cadre supérieur	60 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 2	05/07/2012	salarié	15 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 2	05/02/2012	salarié	22 970	4 années de service	7 ans
Plan n° 3	03/10/2013	Cadre supérieur	10 000	4 années de service	7 ans
Total des options sur actions			107 970		

Ainsi la charge reconnue au titre du premier semestre 2015 au titre des stock-options s'élève à 6 K€ et celle reconnue sur le premier semestre 2014 est de 28 K€.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions par application du modèle Black-Scholes pour la valorisation de la juste valeur de ces options ont été les suivantes :

	Plan N° 1	Plan n° 2	Plan n°3
Cours du sous-jacent à la date d'attribution	9,94	7,54	8,5
Prix d'exercice (Strike)	9,00	10	10,6
Volatilité attendue	40%	40%	40%
Maturité	5,0	5,0	5,0
Taux de rendement sans risque	3,33%	2,99%	2,15%
Taux de dividendes	0%	0%	0%
Juste valeur de l'option	4,31	2,28	2,62

La volatilité attendue a été estimée en prenant en compte la volatilité historique du prix des actions d'un panel de sociétés cotées comparables, notamment sur la période historique compatible avec le terme attendu. Le terme attendu des instruments a été estimé en s'appuyant sur l'expérience et le comportement général des porteurs d'options.

3.14 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Sous-traitance	266	57	159
Locations et Charges locatives	109	106	213
Entretien et réparations	32	23	66
Primes d'assurance	11	16	33
Services extérieurs - divers	75	49	101
Personnel extérieur	10	0	2
Intermédiaires et honoraires	401	242	719
Publicité	55	64	113
Transport	24	16	24
Déplacement, missions & réceptions	204	174	371
Frais postaux & télécommunications	28	31	61
Services bancaires	11	5	17
Autres services - divers	3	11	23
Autres charges d'exploitation	39	24	69
Charges externes	1 268	819	1 971

3.15 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Intérêts et charges financières assimilés	-9	-34	-54
Perte des placements	-3	-4	-7
Coût de l'endettement financier net	-12	-38	-61
Pertes de change	-52	-3	-111
Autres charges financières	-52	-3	-111
Gains de change	73	12	174
Autres produits financiers	76	2	20
Autres produits financiers	150	15	194
Total résultat financier	86	-26	22

3.16 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat se décompose ainsi :

	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Impôt exigible - France	0	0	0
Impôt exigible - Etranger	7	1	1
Impôt différé - net	1	70	10
Total consolidé	8	71	11

3.17 Résultat par action

Le nombre d'actions retenues pour le résultat du résultat par action est égal au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

	30/06/2015 (6 mois)	30/06/2014 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Résultat net en milliers d'euros	-2 475	-2 267	-4 480
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 256 671	6 034 449	8 256 671
Titres d'autocontrôle	-20 066	-19 837	-19 529
Total actions	8 236 605	6 014 612	8 237 142
Résultat net par action (en euros)	-0,30	-0,38	-0,54
Nombre d'actions potentielles	11 144 307	7 830 122	11 150 844

Au cours de périodes présentées, les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, BSA,...) sont considérés comme anti-dilutifs car ils conduisent à une réduction de la perte par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

3.18 Engagements hors bilan et autres passifs éventuels

Les principaux engagements hors bilan et autres passifs éventuels sont présentés ci-dessous :

3.18.1 Locations

La Société est locataire de ses locaux au siège social de Valbonne. Le contrat de location est sur une durée de 9 années et prendra fin au plus tard le 31 mars 2017. Le contrat de location est un bail commercial et peut être résilié tous les trois ans à compter de la date d'effet du contrat de location, soit le 1 juin 2008.

Au 30 juin 2015, le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre de ce contrat de location simple (période non résiliable) est le suivant :

	30/06/2015
à un an au plus	160
à plus d'un an mais à cinq ans au plus	120
Total	280

3.18.2 Actifs et passifs éventuels

Selon les dispositions des contrats de licences avec l'Université de Chicago, la Société doit à cet établissement les montants suivants, non encore comptabilisés au 30/06/2015 :

- ✓ Des royalties égales à 1% du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Lung postérieurement au 30/06/2015. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 K\$ pour chacune des années calendaires 2015 et au-delà (provisionné au 30/06/2015)
- ✓ 45 K\$ lorsque la Société aura obtenu les autorisations administratives nécessaires à la commercialisation du logiciel CAD-Colon soit aux Etats-Unis, soit au Japon, soit en Europe, ainsi que 30 K\$ lorsque les ventes cumulées du logiciel CAD-Colon auront dépassé 1 000 K\$. A noter que la Société a décidé, début 2009, de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon.
- ✓ Des royalties égales à 1,5 à 2,0 % du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Colon postérieurement au 30/06/2015. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 K\$ pour chacune des années calendaires 2015 et au-delà. A noter que, la Société ayant décidé de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon, et en accord avec l'Université de Chicago, cet engagement ne sera pas applicable tant que la Société n'aura pas recommencé à le commercialiser.

3.19 Opérations avec des parties liées

Rémunérations des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du Conseil d'Administration de la Société.

Les rémunérations versées ou à verser aux principaux dirigeants sont les suivantes :

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)
Salaires et traitements versés (y compris charges sociales)	226	499
Salaires et traitements à verser (y compris charges sociales)	398	128
Paiements fondés sur les actions	0	0
Engagements de retraite	31	30
Jetons de présence	25	30
Total	680	687

Le Groupe n'a pas d'autres transactions avec les principaux dirigeants.

Le Groupe n'a pas de parties liées autres que les membres du Conseil d'Administration.

3.20 Dividendes

Aucun dividende n'a été versé par la Société au cours du premier semestre 2015 tout comme au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

3.21 Événements postérieurs à la clôture

En juillet 2015, le conseil d'administration de MEDIAN Technologies a utilisé la délégation de compétence donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 juin 2015, afin de faire procéder à une augmentation de capital par placement privé avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour un montant de 19 800 K€ à 1.650.000 actions pour un prix de souscription de 12 € chacune, dont 11,95 € de prime d'émission. En date du 15 Juillet 2015, Il a été constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En Juillet 2015, la Société a émis 55.555 actions nouvelles, suite à l'exercice de 111 110 BSA. Ces actions ont été émises au prix de 9 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,95 € de prime d'émission soit un total de 499 995,00 € dont 2 777,75 € de Capital et 497 217,25 € de prime d'émission.